

J.A. Lausanne Demain 18 public

Le Jura, 23^e Canton?

Aujourd'hui, le problème jurassien nous concerne tous directement. On ne peut plus l'éviter dans la mollesse des phrases. Pour nous, nous avons à dire ceci :

1. Nous avons depuis plusieurs années été frappés par la qualité du patriotisme des Jurassiens. Ceux que nous connaissons sont des Jurassiens de l'extérieur. Ils sont assez nombreux pour représenter un large échantillonnage de professions ; leurs caractères, leurs intérêts, leur situation sociale sont des plus divers. Mais incontestablement, leur amour du Jura est une part du meilleur d'eux-mêmes. On dira que c'est le propre de tous les fanatismes d'exalter les individus. Peut-être. On a connu cela en d'autres temps. Mais ces Jurassiens ne sont pas des fanatiques totalitaires, ce sont des hommes qui s'expriment par l'attachement à leur pays. A notre époque où règnent la dépolitisation et l'acceptation de beaucoup de choses, leur énergie est d'une qualité qui n'est pas courante.

2. Nous connaissons beaucoup de non-Jurassiens violemment opposés à la souveraineté cantonale du Jura. L'argument utilisé est en général le suivant : si l'on commence avec le Jura, où s'arrêtera-t-on ? Accordera-t-on l'autonomie à la partie alémanique du Canton de Fribourg, au Haut-Valais, à la Gruyère ? C'est l'argument traditionnel du moraliste et du bureaucrate qui ne trouve sa force que dans le refus de toute exception, de toute invention, de toute création. Le faible croit que si l'on cède une fois, sur un point, tout l'édifice s'écroule. L'intransigeance de la peur est bien ce qui frappe chez les opposants : comme si la remise en question du nombre des cantons suisses menaçait directement leur équilibre intérieur, leur sécurité.

3. Les Jurassiens ont fait connaître leurs revendications par diverses manifestations, considérées comme bruyantes. Laissons l'affaire des Rangiers ; nous y reviendrons. Mais c'est être de mauvaise foi que de condamner au nom du bon goût et de la tolérance leurs manifestations. S'il y a un problème du Jura, il faut bien qu'il éclate. On peut imaginer quelle est la « bonne volonté » que les Bernois mettent à résoudre le problème. Sans quelque vacarme, on peut douter que les voisins demandent un jour qu'il soit mis fin au tapage. Devant l'entêtement, la politesse est perdante. Lorsque l'interlocuteur fait le sourd, est-ce un crime que de hausser la voix ?

4. L'affaire des Rangiers. Il est évident qu'il y avait, dans l'organisation de la manifestation commémorative, une part de provocation. Sous le couvert d'une cérémonie patriotique intouchable, on voulait imposer des orateurs très marqués par leur opposition au séparatisme. Ainsi les organisateurs jouaient gagnant sur deux tableaux. Pas de contre-manifestation : ils avaient su imposer leur présence. Contre-manifestation : crime de lèse-majesté et de lèse-patrie.

Qu'il y ait eu des excès dans la contre-manifestation, c'est condamnable. Mais surtout, ce qui est faute politique, c'est le chahut infligé au conseiller fédéral Chaudet. Les mérites ou les défauts de ce magistrat ne sont pas ici en compte. Mais il représentait le Conseil fédéral, c'est-à-dire l'exécutif de cette Confédération à laquelle les Jurassiens souhaitent se rattacher comme canton souverain. Le problème particulier de la place d'armes dans les Franches-Montagnes justifiait-il que l'on insultât le porte-parole fédéral, c'est-à-dire un des représentants de l'ensemble du pays dont on requiert l'arbitrage ?

5. La puissance de la réaction a été stupéfiante. Toute la presse a donné, sans nuances. La radio rectifiait, le lendemain, avec aplatventrisme, la vérité du reportage direct. L'A.T.S. n'informait pas immédiatement, attendant les ordres gouvernementaux.

M. von Moos intervenait comme président de la Confédération, avant d'avoir pu prendre l'avis de ses collègues. Les Bernois ne cachaient pas leur grande joie de pouvoir utiliser à fond ce prétexte pour liquider la question jurassienne. Tous les pharisiens se frappaient la poitrine : ce charivari ne pouvait être « suisse ». Car être Suisse signifie de plus en plus ne pas toucher à quoi que ce soit.

6. Reste le problème de fond. Nous ne pouvons encore une fois que juger de l'extérieur. Mais nous nous demandons si les tentatives de compromis, les semi-parcelles d'autonomie, les louables missions conciliatrices de la Nouvelle Société Helvétique vont à l'essentiel. Pourquoi ? Parce que les Jurassiens ne sont pas opprimés. Ce serait bien absurde de voir ce problème comme s'il s'agissait de je ne sais quel Etat africain se frayant le chemin de l'indépendance. Comme individus, les Jurassiens disposent des mêmes garanties fédérales de liberté que vous et nous. Même sur le plan linguistique, il est difficile aujourd'hui de croire à une contrainte. Si l'autonomie était obtenue, la « colonisation » par des ressortissants de l'Ancien Canton, de même que l'émigration des Jurassiens de souche ne seraient guère modifiées dans notre Etat fédéral qui connaît la libre circulation des personnes. Enfin, dans le Canton de Berne, la démocratie directe est poussée très loin.

Alors, que peut-on revendiquer ? C'est aux Jurassiens de dire ce qui leur est nécessaire pour qu'ils puissent s'affirmer pleinement comme étant eux-mêmes ? Mais est-ce que cela peut être autre chose que la souveraineté cantonale ?

Et que signifierait la souveraineté jurassienne pour nous, Confédérés ? Une expérience décevante ou passionnante.

Déception si le Jura ne devait être qu'un Canton parmi d'autres, tout occupé d'ambitions de personnes partisans, de querelles usées telle l'école confessionnelle, si ce ne devait être qu'une administration supplémentaire ; un facteur alourdissant dont il faudrait tenir compte dans les nombreux problèmes de coordination intercantonale...

Réussite si le Jura, canton neuf, seul canton suisse constitué au XX^e siècle, devant inventer, édifier toute sa législation, attaquant de front les problèmes de notre temps. Alors que le fédéralisme suisse se meurt, une telle expérience-pilote serait pour l'ensemble du pays une aventure passionnante et une leçon. En se laissant aller à rêver, on peut imaginer que le Jura, soutenu efficacement par les Jurassiens de l'extérieur, un peu « mutatis mutandis », comme les communautés juives soutiennent Israël, aidé et conseillé par les représentants les plus qualifiés des cantons amis intéressés à cette expérience, on peut imaginer que le Jura pourrait gagner ce pari. Alors, quelle cure de jeunesse pour l'immobilisme suisse. Le nationalisme jurassien, c'est le domaine réservé des Jurassiens. Mais un Canton du Jura, c'est-à-dire un canton XX^e siècle, devrait intéresser toute la Confédération. Que l'on nous parle aussi ce langage !

Où commence l'arbitraire ?

L'arrêté du Conseil d'Etat vaudois qui interdisait, lors de la journée bernoise, le port de drapeaux de plus de 50 cm. ne se référait à aucun article de la Constitution, ni à aucune loi comme l'auraient exigé les articles 33 et 60 de la Constitution. Et pour cause ! Aucun texte ne peut être évoqué si ce n'est la mission implicitement attribuée à l'Etat d'avoir à sauvegarder l'ordre public, ce qu'il peut interpréter librement, notamment en cas d'urgence, selon la jurisprudence du T.F. Mais où sont les limites de l'arbitraire ? Pourquoi ne pas interdire aussi les parapluies et les ombrelles : objets contondants ? Nous reviendrons plus longuement sur ce sujet.

Bi-mensuel romand
N° 18 17 septembre 1964

Rédacteur responsable : André Gavillet
Abonnement : 20 numéros 12 francs
Le numéro : 70 centimes
Administration, rédaction :
Lausanne, Case Chauderon 142
Chèque postal 10 - 155 27
Imprimerie Raymond Fawer S. A., Lausanne

Les articles de ce numéro
ont été discutés ou rédigés par :

Gaston Cherpillod
Ruth Dreifuss
André Gavillet
Jean-Jacques Leu
Marx Lévy
Jacques Morier-Genoud
Christian Ogay
C.-F. Pochon

L'Exposition nationale: Un reflet fidèle de la Suisse qui refuse de s'interroger

L'Exposition nationale atteint son automne : chacun sait qu'elle ne passera pas l'hiver. Déposons avant qu'elle ne soit l'ex-Ex, nos chrysanthèmes de saison.

Genèse

L'attribution à Lausanne de l'Exposition nationale tient de la petite histoire. Voici ce que cela donne dans le style officiel d'un des premiers rapports :

« Conscient de l'intérêt que présenterait une candidature lausannoise, et désireux de la susciter, M. Gabriel Despland, conseiller d'Etat, chef du Département vaudois de l'intérieur, convoqua le 9 mai 1955 le syndic de la ville de Lausanne ainsi que des représentants de divers milieux économiques vaudois, en particulier du Comptoir Suisse, dont le conseil d'administration avait déjà discuté la question dans une de ses précédentes séances. Le projet de M. le conseiller d'Etat Despland rencontra immédiatement un accueil très favorable. »

Ainsi donc, l'idée de l'Expo fut bien reçue de ceux qui y avaient déjà pensé et qui furent convoqués par celui qui y pensa parce qu'ils y avaient pensé.

La Municipalité de Lausanne n'hésita guère. A Zurich, ça avait marché (lisez 6,6 millions de bénéfices et ristournes pour la Landi), par conséquent... : candidature un 13, un 13 septembre 1955.

Le Comptoir Suisse présenta la première étude. Il offrait, en plus des terrains de Vidy, les halles du Comptoir : 90 000 m², ce qui serait l'occasion de construire en dur l'aile nord ; il offrait ses architectes, l'idée d'un téléphérique de Vidy à Beaulieu par Montriond, et une tranquille assurance financière. « Il est sans précédent dans l'histoire de notre pays qu'une exposition nationale ait bouclé ses comptes sans laisser un bénéfice important. Nous tenions, sans allonger, à le relever dès maintenant pour rassurer les citoyens lausannois qui verraient avec inquiétude le lancement d'un projet de cette envergure », écrivait M. Faillietaz.

D'autres groupes se mirent sur les rangs. Au centre des discussions, revint le débat lancé par quelques Suisses allemands dans une brochure fameuse : « Interrogeons la Suisse » ; ils demandaient que la prochaine Exposition nationale soit la présentation au peuple suisse d'une ville nouvelle qui serait une ville-témoin, attestant à la fois les possibilités de l'urbanisme moderne et la capacité du peuple suisse d'entreprendre une grande œuvre originale.

En Suisse romande, le groupe APAURBAL reprenait cette idée : créer en guise d'Exposition nationale, sur le terrain, un aménagement modèle du territoire du triangle Lausanne - Bussigny - Morges. Au centre d'une vaste zone agricole, on aurait projeté et partiellement exécuté une cité-satellite de Lausanne, attenante à une zone industrielle. L'exposition proprement dite prenait ses quartiers dans ces édifices. On pensait faire appel à Le Corbusier pour diriger cette entreprise.

Que d'intérêt suscita cette idée ; mais l'audace du projet excédait les risques que le pays officiel pouvait assumer, sans d'ailleurs que les risques aient été sérieusement analysés. On promit de réaliser l'aménagement du triangle lausannois parallèlement à l'Exposition centralisée. Puis on eut assez de travail à Vidy sans encore s'occuper du reste. Dans la bousculade des idées, le Comptoir fut de même abandonné. Il espérait abriter le pavillon de l'agriculture, les cochons dirent : non, mais ! Il souhaita recevoir l'armée : mais les canons firent la gueule. Restaient les chefs-d'œuvre.

Tout ce pataugeage, ces intérêts, ces ambitions mais aussi ce sincère besoin de grandeur, cet espoir qui rapprochait des hommes politiquement et caractériellement opposés est aujourd'hui bien oublié.

Nous ne le rappelons pas pour opposer une Exposition de rêve à l'Expo qui existe : il serait trop facile de comparer une intention à une réalisation.

Ce qui existe se prête à la critique par le seul fait qu'il est accompli.

Mais la critique peut s'exercer au nom de certaines exigences. Par exemple, peu nous importe que l'Exposition soit de beaucoup supérieure à la Foire de New York qui n'est qu'une foire d'empoigne. Il va de soi que l'ambition était plus haute.

De la critique

L'Exposition nationale a soulevé peu de critiques. Il y a une disproportion évidente entre tout ce qui a été écrit et dit et répandu sur les ondes, entre le battage fait, et les jugements indépendants entendus. Signalons quelques exceptions dans ce que nous avons lu : quelques bons articles dans le « Bund », la « National Zeitung », « Le Peuple » (sous la signature de Pierre Jaquet) et aussi, dans une certaine mesure, le « Expo 64, Trugbild der Schweiz », même si certains reproches visent plus le régime du pays que le style de l'Expo. Mais en regard, que d'histoires de chefs de gare de monorail, de chapeaux d'hôtesse, d'un petit papier gras entrevu sous un banc un jour à 17 heures et que l'Italien de service échappé du deuxième film de Brandt n'avait pas su apercevoir.

Pourquoi cette absence de discussion sérieuse ? D'abord parce que l'Exposition est une œuvre vaste. Il faut du temps pour en faire le tour. Or la presse doit rendre compte dès l'inaugurale : alors comment se débrouiller sinon en piquant, en diagonale, quelques impressions. C'est un phénomène général. Avez-vous lu souvent une analyse sérieuse d'un ouvrage de six cents pages ?

De plus, il était nécessaire — en raison, peut-être, d'une publicité défaillante — d'assurer le succès de l'Expo. Elle est aussi un reflet de la Suisse officielle. La Suisse officielle ne pouvait pas ne pas faire recette. Aussi la presse et encore plus la radio n'ont pas cessé de multiplier les appels, les louanges, le racolage.

Nous ne demandions pas la critique pour la critique, mais de la discussion. L'Expo prétend nous préparer à vivre dans la Suisse de demain. Mais cette Suisse de demain ne sera-t-elle placée devant aucun choix difficile ; notre avenir est-il serein comme une promenade en monorail ?

Les critiques, les discussions lorsqu'il y en eut, furent éludées. C'était malveillance, nostalgie de la Landi, complexe de supériorité des Suisses allemands. Cette manière purement affective de se justifier culmina dans un mémorable éditorial du 5 juillet de la « Tribune de Lausanne » accusant, bien à tort, la Suisse allemande de bouderie.

Bref, on aurait aimé des débats de plus haut niveau. Mais l'absence de discussion tient probablement au langage même de l'Exposition. Quel est-il ?

Le langage de l'Exposition

Jamais, autant qu'aujourd'hui, dans tous les arts, chaque fois que l'on s'exprime, le problème du langage n'a été aussi difficile. Le langage naturel a perdu ses restes de spontanéité. La Suisse voulait honorer le général Guisan. Le langage traditionnel aurait dit : qu'on nous montre sur son cheval le général tel que nous l'avons connu. Or cette imagerie ne signifie plus.

Si sur un espace restreint, on prétend évoquer la Suisse et que le folklore, l'ours et le modzon, les trois Suisses, ou Gilberte de Courgenay ne suffisent plus ; si les plus exemplaires de nos produits : la vache modèle, le cochon au cul plus rose et blanc que les fesses d'un bébé talqué, si la locomotive la plus puissante du Gothard et la plus grosse turbine de Brown et Boveri ne sont plus notre seul langage possible, alors que choisir ?

Le langage choisi par l'Expo offre à nos yeux trois caractéristiques : symbolisme poussé — affirmations didactiques — parti architectural moderniste.

Le symbolisme

Le symbolisme consiste à choisir un objet extrêmement limité : un sac signifie école, un jalon, aménagement du territoire, des miroirs déformants, l'information (curieux !), des caisses en bois, l'exportation, vingt-quatre cartouches, la défense nationale, etc., pour évoquer par la vertu d'un seul objet, concrètement limité, mais qui signifie plus que lui-même, une idée.

Nous choisissons des exemples extrêmes, tels qu'on les découvre dans la dernière partie de la Voie suisse où le symbolisme frappe d'autant plus que l'on est encore habité par les images des films de Brandt. Or, la vie d'un pays n'est pas faite d'idées abstraites : la santé, le sport, l'école, l'industrie, la culture, la science, l'Eglise, l'agriculture, cela ne fait pas un pays. Ce qui nous importe, ce n'est pas une opération à cœur ouvert pour qu'elle symbolise la santé ou la chirurgie, c'est de savoir dans quelles conditions, avec quels moyens la médecine s'organise dans notre pays. Que des gamins plongent dans une piscine (à vingt mètres du lac) pour symboliser la joie sportive, que nous chaut si l'on ne sait pas quel est le niveau du sport en Suisse et les moyens dont il dispose.

En un mot, le symbolisme ne peut que renvoyer à l'idée abstraite, et l'idée abstraite ne renseigne pas sur la réalité nationale.

Les slogans et le didactisme

Que de slogans ; que de leçons ; que de sérieux. Alors que dans son allure générale, l'Exposition est sans pédanterie, les slogans révèlent une curieuse pesanteur et une sérieuse absence d'humour.

Mais le slogan, parce qu'il doit dire peu en peu de mots, revêt nécessairement un ton abstrait. Il moralise, mais il est sans mordant ; il exhorte, mais dans le vague. Un exemple que nous avons piqué dans la Voie Suisse. (Nous nous excusons de citer de mémoire.) « Des associations professionnelles ont tendance à confondre leur intérêt propre avec l'intérêt général. » C'est irréprochablement exact. Mais enfin de compte, cela ne concerne personne. S'il était écrit, en revanche, que des associations professionnelles, telle l'Association suisse des banquiers (voyez le dernier discours de son président, M. de Loës) ont tendance... Bien sûr, c'est impensable, ça ne se dit pas dans une exposition, pas plus qu'on y évoque les reproches que certains font au Vorort, ou d'autres aux syndicats. En effet, et c'est la raison pour laquelle ce langage qui fait la leçon ne touche personne. Mieux il élude la réalité : il la masque.

Le modernisme architectural

C'est peut-être ce qui frappe le plus les visiteurs. Et certainement, c'est à l'architecture que les responsables de l'Expo ont voué le plus de soin, et même, ce qui en fait est contraire à un principe de l'architecture moderne, on peut dire que le contenant a été pensé avant le contenu. Nous ne désirons pas ici faire une critique architecturale de détail. Les réussites sont inégales. Le secteur des échanges, par ses formes et l'utilisation des matériaux, rallie de larges suffrages, dont les nôtres. C'est la seule construction, avec le pavillon de l'armée, qui établisse un rapport entre la forme et l'idée ; ce marché couvert, c'était une trouvaille. Mais, dans l'ensemble, ce qui est évident, c'est que la Suisse s'affirme comme nation du XX^e siècle avant tout par le modernisme gratuit de la forme.

Zorro est arrivé à Bière

Le grand cirque, disait la presse. Mais ce cirque a attiré la grande foule. On paie une place assise pour assister plus confortablement aux effets d'un bombardement au napalm. Depuis Néron, un bel incendie a toujours été un beau spectacle.

On nous dit qu'il est sain que les citoyens suisses connaissent, dans un fauteuil, l'effet terrifiant des armes à feu et que c'est une leçon qui vaut que l'on libère les enfants des écoles. Au nom du réalisme.

Le réalisme de l'armée, c'est que les manœuvres ne peuvent jamais être des ballets réglés. Ça foire toujours, c'est inévitable. Le grand problème des militaires, c'est d'arriver à ce que ça foire moins qu'en face. Mais ces parades, ces synchronisations parfaites sur plusieurs écrans, style film Zorro, cette imagerie simpliste (la pauvre Suissi allait voir sa neutralité violée, alors Chaudet-Zorro est arrivé avec ses chars d'assaut), ce bon spectacle télé-navet, ces couleurs de magazine illustré, tournent à la propagande à gros effets, qui n'a plus grand chose à voir avec la défense nationale.

On dira qu'autrefois la propagande, c'était le défilé, l'uniforme chamarré, le frisson patriotique des fanfares jouant dans les squares, et que l'armée s'adapte simplement au style de la vie moderne. Oui.

Mais que le bureau Farner s'occupe de la propagande du Département militaire, que l'armée envahisse radio et télévision au moment où elle dispose de moyens financiers d'une importance inconnue jusqu'ici, et mal contrôlés, qu'elle puisse organiser elle-même sa publicité, voilà qui pose en termes nouveaux le problème de sa subordination au pouvoir civil.

Les Mirages

Toute la presse a révélé que le sérieux et la précision de l'enquête de la commission parlementaire a dépassé ce que l'on escomptait généralement. Ce fut une agréable surprise. Un détail toutefois est à relever. Beaucoup des « tromperies » apparaissent, simplement, par une confrontation minutieuse des messages du Conseil fédéral de 1961 et de 1964. Avant le travail de la commission, quelques journalistes (cf. notamment Criticus dans la « National Zeitung ») s'étaient livrés avec succès à ce simple travail. A côté du problème militaire, l'essentiel ce sont les propositions de réforme des méthodes parlementaires. Sera-t-il possible de modifier de si vieilles habitudes ? Nous désirons dans « D. P. 19 » aborder en détails le problème.

L'anglais standard

Dans notre numéro 16, nous avons donné une description du deuxième géant de l'industrie mondiale : la Standard Oil of New Jersey.

En suivant un commentaire de notre excellent confrère « Finanz und Wirtschaft », que nous citons, nous relevons que le prodigieux bénéfice, plus d'un milliard de dollars, dont le montant n'est dépassé que par la General Motors, provenait pour les trois quarts d'Europe. Or c'était une traduction inexacte. Voici le texte anglais :

« Sales volumes in Europe exceeded those in the United States for the first time and accounted for three quarters of our total gain. »

Il ne s'agit donc pas du bénéfice, mais du gain de production. Mais de bons anglicistes peuvent s'y laisser prendre.

D'où vient le bénéfice ? Notre conclusion dans son ensemble reste valable. De la chaîne qui va du brut à la distribution, ce sont les pays producteurs et l'Europe (comme l'ont établi des rapports de la C.E.E.) qui fournissent au premier chef les gros barils de dollars.

En fait, elle refuse de s'interroger. Elle ne pouvait guère se mettre en question à Vidy. Dans une telle manifestation d'unanimité, il était impensable de déplaire aux puissances du pays. (On se souvient de la mésaventure de ce collaborateur de l'Expo qui, dans son journal, avait attaqué les bénéfices de l'industrie pharmaceutique. On lui fit comprendre qu'il était devenu indésirable.) Ces puissances, on sait que l'avenir bousculera leurs tabous. Ce sera cela même le propre de l'avenir. Mais comme personne ne pouvait ou ne voulait l'exprimer, ou simplement nous préparer à cette idée, seul le modernisme des formes et des façades permettait d'affirmer cette volonté d'être modernes, sans risques et sans douleur.

L'actif du bilan

Que trouve-t-on à l'actif du bilan :

— Tout d'abord, un certain nombre de mots d'ordre sont répétés avec assez d'insistance pour qu'on puisse admettre qu'ils sont largement entendus : il faut pousser la formation scolaire professionnelle, technique, universitaire ; il faut aménager le territoire (bientôt nous serons dix millions !) ; il faut travailler pour exporter ; il faut lutter contre la pollution des eaux. En gros, les slogans qui courent ; le film du pavillon de l'industrie les résume assez bien. Et il est utile que ces slogans entrent dans la tête des gens, même abstraitement ou sous la forme d'images-chocs (d'étonnantes images dans le film de Brandt et ailleurs encore, d'eaux polluées et de poissons crevés).

— Il n'est pas inintéressant que des millions de Suisses aient l'occasion de participer une fois au même spectacle. Dans le domaine de l'imagerie, ils en retirent une référence commune ; cela sera le repère d'une génération. L'Expo, c'est pour nous comme la première page de « L'illustré » où l'on voit quatre générations de soldats suisses groupés en uniforme. Le soldat 1964 en battle-dress, d'un coup d'œil, fait comprendre que le gris-vert appartient à l'histoire. L'Expo, c'est notre nouvel uniforme.

— Enfin, il y a des réussites de détail. Tiré des notes que nous avons prises sur ce que nous avons aimé : les projections en polyvision, un remarquable moyen d'expression photographique, injustement étouffé par le circaram... dam ; l'entrée montagne de la Voie Suisse ; la place italienne dans le secteur 2, moins pour ses qualités propres, mais parce qu'elle est la seule tentative de créer une place dans cette Expo qui n'en compte pas ou peu, comme Lausanne ; le fait que les gens ne sont pas constamment « taupés » à l'intérieur de l'enceinte ; la réalisation du Relais coopératif ; le montage sonore de Liebermann aux échanges ; l'édition en disques de l'histoire de la musique suisse ; l'élimination du bruit dans l'enceinte ; la mise à disposition du visiteur d'une documentation : idée excellente, mais réalisation assez médiocre. Cette documentation est souvent bâclée ou d'un faible intérêt. La présentation des P.T.T. ; le spectacle du cabaret Boulmie. Du plus haut intérêt, le pavillon de la recherche scientifique pour la jeunesse, les films de Brandt et la musique de Zbinden. Cette liste n'est pas exhaustive.

Le passif du bilan

Si l'on commençait par les détails, on pourrait citer : noix d'honneur du ridicule prétentieux au spectacle Globovision ; prix du réalisme pornographique à la statue dorée des Äusseren und des Innere ; les mauvais cheminements ; la gratuité des pyramides aztèques à la place des Fêtes ; le secteur 2 b, Art de Vivre, à l'entrée Est, qui ressemble à un entrepôt,

où l'on circule si mal qu'il est difficile de trouver ce qu'il contient de plus intéressant : la section formation et recherche (on dit pourtant que la Ville de Lausanne songe à le racheter ; curieux, d'autant plus que son principal mérite est d'être facilement démontable). Mais ce ne sont pas le compte et le décompte des détails qui nous occupent. Les postes essentiels du passif sont les lacunes graves :

— Déception du pavillon de la presse. Ce n'est pourtant pas la place perdue qui y manque. Tout le problème de l'information dans le monde moderne est passé sous jambe.

— Absence totale de la présence des cantons et de leurs diversités, si ce n'est pour distinguer les pintes, alors que plusieurs cantons ont su se présenter de manière originale dans les cortèges, même dans un style non folklorique. Voyez la création de H. Meier pour le cortège de Soleure.

— Le problème du logement et de la construction, si important aujourd'hui non seulement quantitativement, mais qualitativement, est escamoté. C'est à nos yeux une des faiblesses les plus graves dans une Expo où le modernisme architectural est précisément souligné.

— L'Europe, absente.

Ces lacunes ne sont d'ailleurs que le corollaire du formalisme des moyens d'expression choisis. Là encore, la liste n'est pas exhaustive. Mais alors, quel autre langage ?

L'Exposition et le plan national

Le langage de l'Expo ressemble étonnamment à celui des programmes des partis qui expriment les mêmes généralités : on veut promouvoir les mesures propres à aider la famille, développer une jeunesse saine comme le bel œil sans jamais que ces bonnes intentions s'appuient sur une analyse économique, sociologique, du réel. On promeut toutes les bonnes idées assez nobles pour que personne ne puisse être contre.

L'Expo aussi promeut des intentions généreuses. Chacun en est pétri. Mais ce qu'on nous présente, c'est un catéchisme. Or, entre toutes ces idées, toutes bonnes, le peuple suisse devra choisir. Il nous faudra faire un plan, aller à l'essentiel ; sacrifier ceci à cela, nous fixer des objectifs, discuter démocratiquement ces options. Que voulons-nous ? Des autoroutes tout de suite, une sécurité sociale complète, des universités décentement dotées, des logements par milliers, une armée plus forte ?

Ce que nous aimerions connaître, ce ne sont pas des idées, des thèmes, mais des projets. Le public en général intéressé qui se promène à Vidy aime le cadre ou la présentation, mais sa participation reste passive. On ne l'invite pas à participer à une entreprise collective, nationale. Malgré les leçons qu'on lui adresse sans cesse, il déambule dans une illusion de facilité.

Si l'Exposition était l'inventaire de nos derniers plans nationaux, la présentation et la discussion de ceux qui sont en préparation, elle aurait, quels que soient les moyens d'expression choisis, un autre sens : le contenu l'emporterait sur le contenant, la signification sur le décor, le projet sur l'idée.

Cela n'est pas une utopie. La meilleure image que nous avons retenue, c'est le regard captivé d'un garçon, maniant un appareil de physique, au Pavillon de la recherche de la jeunesse. Là il y avait participation. Mais si on nous avait dit que dans les dix ans à venir, vingt maisons de la jeunesse et de la culture seraient sur ce modèle ouvertes en Suisse, ce langage de projet aurait eu pour nous un sens. On aurait passé de la présentation exceptionnelle (parce que c'est l'Expo) à la préparation de notre avenir quotidien.

Où est ma gauche, où est ma droite?

Nous lisons en date du 5 et 6 septembre, l'éditorial suivant dont nous citons quelques extraits (Prière de ne prendre connaissance du nom de l'auteur et de la référence qu'en fin de citation) :

Nous ne disposons d'aucun plan financier sérieux, d'aucun programme national d'investissement. En fait d'instruments économiques, nous sortons à peine de l'âge « pifométrique », nos statistiques sont lacuneuses et nous travaillons à la petite saison.

Bien que nous répugnions d'instinct à toute espèce de planification — nous n'avons même pas de plan d'aménagement du territoire digne de ce nom — et bien que l'empirisme nous ait jusqu'ici pas trop mal réussi, le moment est venu d'élaborer dans les plus brefs délais et un programme national d'investissement et un plan financier sur lequel régler tant la politique fiscale que la répartition des dépenses et investissements tant publics que privés.

Qui dit programme et plan dit, dès le moment où l'on constate qu'il n'est pas possible de tout faire à la fois, ordre d'urgence, fixation de priorités, étalement dans le temps.

Parmi les investissements prioritaires, il y a la recherche, tant fondamentale qu'appliquée, le haut enseignement et l'enseignement technique. En ce qui concerne les universités, nous connaissons bientôt les conclusions de la commission Labhardt. L'ordre de grandeur des dépenses envisagées ne manquera pas d'impressionner. Pour ce qui est de la recherche fondamentale, deux chiffres montrent qu'on est débordé. Le Fonds national a reçu cette année pour 40 millions de requêtes valables, et il ne dispose que de 23 millions. Mais le secteur le plus préoccupant, c'est celui de la recherche appliquée, que je n'hésite pas à dire aussi importante, et même plus, que l'armée pour le maintien de l'indépendance nationale. Si nous n'inventons ni ne disposons, en nombre suffisant, de brevets qui soient nôtres, nos industries finiront par ne plus travailler que sous licence ; elles dépendront, et toute notre économie avec elles, de ceux qui nous accordent ces licences, et qui pourront, à chaque échéance de contrat, les retirer. Devenue, économiquement, une colonie, la Suisse s'apercevra trop tard que, faute de vigilance, elle a aliéné son indépendance politique, et le rôle de son armée deviendra comparable à celui de la garde suisse pontificale : il sera d'ordre décoratif et traditionnel. Tel est le sort qui nous menace si nous négligeons la recherche appliquée et si nous refusons de prendre acte du fait que dans les pays dont l'industrie est concurrente de la nôtre, l'Etat subventionne massivement cette recherche.

Logement: planmässig

Par 18 voix et 7 abstentions, la commission du Conseil national a voté la démobilitation du contrôle des prix des loyers. Il va sans dire que tous les amendements visant à une extension du contrôle ou de la surveillance à l'ensemble du marché immobilier ont été repoussés. Au vu de la composition de la commission, on pouvait espérer une opposition plus vive. Il est inutile d'escompter un quelconque renversement de situation devant le Parlement. Tout se déroule conformément aux plans (qui, malheureusement, ne sont pas les plans des bâtisseurs).

La monnaie d'échange a donc été la promesse d'une intervention active de la Confédération pour subventionner les H.L.M.

Une fois de plus, nous soulignerons la duperie de ce marché entre les deux partenaires sociaux, comme l'on dit plaisamment. Voyons plus précisément. La Confédération prévoit entre autres mesures

Si on fait l'addition de ce que les spécialistes jugent nécessaire, dans chaque secteur, autrement dit si on ajoute le montant dont les responsables (?) de l'aviation militaire nous disent que c'est un minimum, ceux qu'articulent les autres services militaires ; les investissements qui paraissent souhaitables pour l'épuration des eaux, pour les constructions routières, pour la construction de logements, pour l'aide aux universités, pour la recherche fondamentale et appliquée, pour ce qu'on appelle la « démocratisation » des études, pour l'aide constructive à l'agriculture (sans compter les subventions agricoles innombrables dont les consommateurs bénéficient en fait davantage que les paysans) ; les contributions publiques à la sécurité sociale, les dépenses courantes de l'administration, les charges de toute espèce qui grèvent les budgets communaux, cantonaux, fédéral, on arrive à un total qui conduirait tout droit à un régime d'oppression fiscale, et qui, de surcroît, dépasserait nos possibilités.

Un plan financier permettrait de considérer l'ensemble, d'affecter à chaque secteur une part appropriée des ressources disponibles ; pour l'établir, un programme national d'investissements, tenant compte tant des investissements publics que des investissements privés, est une base dont on ne saurait se passer. Ce programme déterminerait certaines priorités, et aboutirait vraisemblablement à des différences assez sensibles par rapport à ce qui s'est institué au hasard des initiatives et des considérations partielles.

Ces lignes sont tirées du « Journal de Genève », 5 septembre, sous la plume de M. Olivier Reverdin ; elles ne sont pas une resucée de quelques-uns de nos anciens éditoriaux.

Il est clair que M. Reverdin parle là un langage qui n'a pas encore, hélas, son répondant dans la presse syndicale et la presse de gauche.

Mais M. Reverdin, s'il est un homme intelligent et courageux, ne représente pas une force politique. On sait que depuis longtemps des économistes clairvoyants, des esprits rationnels, demandent une planification de notre économie. Leur avis, pour autorisé qu'il soit, n'a guère pesé.

Aujourd'hui, on sent pourtant que certaines forces économiques que l'on peut appeler néo-capitalistes, poussent à la roue. Elles ont besoin d'une main-d'œuvre mieux répartie, d'Universités plus largement ouvertes, de chercheurs, etc. (voyez les propos de quelques capitaines d'industrie comme MM. Hummler ou Gasser).

Pour introduire, en Suisse, une planification démocratique, il serait possible de faire avec ces milieux patronaux avancés un petit bout de route. A condition de prendre le départ. Il faudrait au moins que la tortue ne parte pas après le lièvre.

deux crédits de 10 millions chacun pour accroître la productivité dans la construction et encourager l'établissement de plans locaux et régionaux d'aménagement du territoire. Ces quelques millions ne suffiront pas, mais si l'on veut réduire la distorsion entre le coût moyen de la construction et le coût de la vie, c'est bien dans cette direction qu'il faut porter l'effort.

Or, des projets de grands ensembles, à proximité de nos villes, prendront au minimum deux années pour l'étude (probablement plus si l'on cherche à appliquer des méthodes industrielles) et il faudra compter plusieurs années pour la construction. Comme tout contrôle aura été préalablement démobilité, la mise sur le marché interviendra trop tard, bien après la hausse due à la pénurie. Dans ce décalage, il y a donc de belles perspectives de profit. Cela saute aux yeux.

C'est un très bel exemple de politique de classe.

Pour une pédagogie expérimentale

Par voie de motion, un des membres de « Domaine Public » a porté le problème de la pédagogie expérimentale devant le Grand Conseil vaudois. Rappelons quelques-uns des principes qui justifient l'organisation méthodique de la recherche en pédagogie. — De profondes réformes des structures scolaires sont actuellement à l'étude ou en chantier, dans divers cantons, dans divers pays. Or, sans que soit réunie toute une documentation, sans que de nombreuses expériences soient tentées, sans que les résultats soient vérifiés, il est impossible de décider, théoriquement, que telle solution est, par principe, la meilleure. Ainsi, dans le canton de Vaud, l'on voit s'opposer le corps enseignant primaire et secondaire sur l'âge d'admission dans l'enseignement secondaire. 10 ans, 12 ans ? Une commission extra-parlementaire cherche alors une sorte de compromis : cela sera 12 ans, mais pour les meilleurs 11 ans. La méthode du compromis qui peut être politiquement utile, n'a rien à voir en ce domaine ; elle est ascientifique.

— Si parfaite que soit une structure, elle ne saurait être définitive. Dans tous les domaines de la production, l'effort de recherche est constant. Il faut donc que la recherche soit organisée systématiquement et qu'elle soit constante.

— Le nombre des élèves que nous sélectionnons pour les scolarités de longue durée est inférieur au 15 % d'enfants supérieurement doués qui existent dans la population scolaire. Ou les méthodes sont mauvaises, ou les matériaux. Par principe, un pédagogue n'accuse pas les matériaux. Il faut donc à tout prix surmonter cette difficulté. Ce n'est pas simple. Il ne suffit pas de... La solution dépasse le cadre scolaire, peut-être. Mais il y a là précisément un objectif fondamental de la recherche.

— L'expérimentation, cela ne signifie pas entreprendre je ne sais quelle vivisection. Mais une méthode nouvelle étant utilisée, il s'agit d'observer les résultats, de les confronter avec le rendement traditionnel puis, dès que la certitude d'une meilleure efficacité est acquise, de faire connaître l'expérience, de la généraliser, de créer les conditions d'une pédagogie collective où le progrès de l'un entraîne le progrès de tous.

— L'expérimentation suppose que le chercheur ait un statut. Pour le moment, chez les praticiens, le seul statut est celui de « mordu », de « consciencieux », de « zélé à bien plaire ». Le chercheur doit être déchargé partiellement de son enseignement afin qu'il ait le temps de parfaire sa formation, de mettre à jour ses expériences, de travailler en équipe avec d'autres collègues et avec des psychologues, des sociologues dont les travaux recoupent les siens. Il est évident qu'un statut de la recherche pédagogique revaloriserait une profession dont le prestige social a considérablement baissé, paradoxalement, au moment même où les problèmes de l'enseignement deviennent vitaux pour la nation.

— La diversité des régimes cantonaux, tout regrettable qu'elle est, a au moins l'avantage d'offrir des possibilités d'expérimentation comparée. La coordination romande devrait commencer par la recherche.

— Enfin, au moment où l'on encourage en Suisse la recherche scientifique et aussi la recherche dans les sciences morales, il est désespérant de voir que rien ou presque rien n'est consacré à la recherche pédagogique. Ce n'est pas par mauvaise volonté du Fonds national de la recherche. Mais la demande n'existe pas. C'est un non-sens si l'on pense que le progrès de l'école et de ses méthodes conditionne tous les autres. Si la recherche était organisée, l'appui du Fonds national ne ferait pas de doute. Dans ces remarques, que l'on ne voie que des têtes de chapitre. Nos lecteurs savent déjà que ce sujet est un des chevaux de bataille de « Domaine Public ». Nous aurons donc l'occasion d'y revenir plus en détails.